

Les sanctions de Donald Trump sur le pétrole russe mettent la Suisse sous pression

Guerre en Ukraine Pour la première fois, le président américain s’attaque directement aux revenus énergétiques du Kremlin. L’Inde et la Chine renoncent déjà à leurs importations russes, tandis que Genève abrite encore une filiale du géant Lukoil.

Jorgos Brouzos et
Quentin Schlapbach

Le président américain, Donald Trump, n’est pas réputé pour sa modestie dans le choix des mots. Mais concernant les nouvelles sanctions contre la Russie, son discours pourrait bien se justifier. Les nouvelles mesures seraient «tremendous» (énormes), a-t-il déclaré aux journalistes dans la nuit de mercredi à jeudi depuis le bureau ovale.

Pour la première fois depuis l’entrée en fonction de Donald Trump, les États-Unis ont imposé de nouvelles sanctions contre la Russie. Les Américains frappent là où ça fait mal: ils visent les deux géants des matières premières Rosneft et Lukoil, qui financent l’offensive militaire russe en Ukraine.

Concrètement, tous les actifs de ces deux entreprises situées aux États-Unis ou contrôlées par des personnes et sociétés américaines sont désormais gelés. Les entreprises et institutions financières américaines n’ont plus le droit d’entretenir des relations commerciales avec Rosneft et Lukoil. Les banques étrangères s’exposent également à des sanctions américaines si elles poursuivent leurs activités avec ces deux groupes russes ou leurs filiales.

1 Quelles sont les conséquences immédiates?
La Chine et l’Inde constituent les principaux acheteurs de pétrole russe. Ces deux pays essuient régulièrement des critiques pour leurs achats russes à bas prix. Les sanctions visent précisément à pousser Pékin et New Delhi à renoncer à ces approvisionnements. De gros acheteurs indiens ont d’ores et déjà annoncé qu’ils abandonneraient le pétrole russe.

Selon l’agence Reuters, les compagnies pétrolières publiques chinoises ont également suspendu leurs achats de pétrole russe acheminé par voie maritime. La Chine importe néanmoins la majeure partie de son pétrole russe via des oléoducs terrestres, lesquels échappent aux sanctions. Ces perturbations ont provoqué une hausse de près de 5% du prix du pétrole dans la journée.

2 Comment les Européens réagissent-ils?
L’Union européenne (UE) a annoncé jeudi un nouveau train de sanctions contre la Russie, le 19^e depuis l’invasion de l’Ukraine. Les 27 États membres se sont



Trump a fait son annonce inédite lors d’une réunion avec le secrétaire général de l’OTAN, Mark Rutte (à gauche). EPA

Les Américains frappent là où ça fait mal: ils visent les deux géants des matières premières Rosneft et Lukoil, qui financent l’offensive militaire russe en Ukraine.

entendus sur l’interdiction totale d’importer du gaz russe dès 2027. Si la plupart des pays ne dépendent déjà plus du gaz russe, la Slovaquie et la Hongrie restent tributaires des livraisons russes. L’UE a également prévu des mesures contre les entreprises – notamment chinoises et indiennes – qui entretiennent des relations commerciales avec le régime de Poutine. Elle a par ailleurs ajouté 117 nouveaux navires à la liste de la flotte fantôme russe. Ces pétroliers et méthaniers se voient désormais interdire l’accès aux ports des pays de l’UE. Avec ses sanctions, l’UE répond indirectement aux demandes de Washington. Depuis des mois, Donald Trump presse les Européens de se passer du pétrole et du gaz russes. Initialement, l’arrêt des importations de gaz russe était planifié pour fin 2027 seulement.

3 Que fait la Suisse quant à ces nouvelles mesures?
Jusqu’à présent, la Suisse a systématiquement adopté les sanctions de l’UE, à de rares exceptions près. Le Conseil fédéral

devrait également reprendre le 19^e paquet de sanctions contre la Russie lors d’une prochaine séance. Les mesures décidées par l’UE n’affectent que marginalement la Suisse. Interrogé, le Département fédéral de l’économie (DFER) de Guy Parmelin (UDC), responsable du dossier, indique que les services compétents de la Confédération ont pris connaissance des mesures européennes. «Le Conseil fédéral décide à chaque fois au cas par cas si la Suisse reprend entièrement, partiellement ou pas du tout les sanctions décidées par l’UE», explique la porte-parole du DFER, Françoise Tschanz. L’évaluation se fait en tenant compte de critères de politique extérieure, de politique économique extérieure et de critères juridiques.» Le DFER ne précise toutefois pas ce que les nouvelles sanctions américaines signifient pour la Suisse.

4 Quelles sont les retombées pour l’économie du pays?
Même si la Suisse officielle ne reprend pas les mesures amé-

ricaines, celles-ci devraient, selon divers experts, avoir plus d’impact sur l’économie que les sanctions européennes – particulièrement sur le secteur financier. Les banques internationales veillent généralement à éviter avec soin de se retrouver dans le viseur des sanctions américaines. Dans les cas extrêmes, elles risquent d’être exclues du commerce en dollars, ce qui signifierait l’arrêt de mort de toute entreprise financière active à l’international. Les entreprises cotées en Bourse pourraient également se retrouver en difficulté si des liens commerciaux avec Rosneft ou Lukoil venaient à être établis. Les experts estiment donc que certaines entreprises rompent délibérément leurs liens restants avec l’industrie pétrolière et gazière russe. L’exemple du club de football viennois Austria Wien illustre les répercussions que cela peut engendrer. Lukoil International sponsorisait les «Special Violets» et les «Special Violets Kids», des équipes composées de joueurs et joueuses handicapés. Cette col-

laboration a pris fin avec effet immédiat, l’Austria Wien ayant annoncé jeudi qu’il n’était pas certain qu’une banque puisse traiter les paiements.

5 Quelles sont les entreprises concernées?
Pendant longtemps, le groupe pétrolier russe Rosneft était représenté en Suisse par une importante succursale. Le groupe a toutefois cessé ses activités dans le pays il y a quelques années. La société, bien qu’encore inscrite au Registre du commerce, n’est désormais plus qu’une coquille vide. En Suisse, une autre entreprise se distingue: Litasco. Cette société ne figure certes pas nommément sur la nouvelle liste de sanctions américaines, mais le texte précise que toutes les entreprises détenues directement ou indirectement à au moins 50% par Rosneft et Lukoil sont également visées.

Or, selon d’anciens communiqués de presse, Litasco appartient entièrement au groupe Lukoil. D’après le rapport de durabilité de l’entreprise genevoise, celle-ci emploie 4600 personnes et gère notamment 580 stations-service, principalement au Benelux ainsi qu’en Europe de l’Est. Litasco ne commercialise probablement plus de pétrole russe depuis son site genevois. Selon un rapport de Reuters, l’entreprise a transféré cette activité à Dubaï en 2022. Cette filiale figure déjà sur la liste des sanctions de l’UE et fonctionne de manière totalement indépendante de la société suisse, précisent les négociants en matières premières genevois. La filiale suisse de Litasco reste toutefois active sur le marché et visiblement avec succès. Au printemps 2025, l’entreprise a célébré ses 25 ans d’existence dans un établissement londonien huppé, près de Buckingham Palace. «Cet événement marque le début d’une année pleine d’événements spéciaux, d’initiatives et de jalons pour célébrer l’héritage de Litasco et sa vision de l’avenir», a annoncé l’entreprise sur la plateforme professionnelle LinkedIn. Impossible de savoir si cette 26^e année sera particulièrement décisive pour l’entreprise. Ni Lukoil ni Litasco n’ont répondu à nos sollicitations.

Traduit de l’allemand par Olivia Beuchat.